

Fonction publique

15 mai : pour les salaires et l'emploi

L'UNSA appelle à une journée d'actions et de grèves pour les salaires et l'emploi dans la Fonction publique. Avec sept ans sans augmentation, ce n'est plus un gel mais une glaciation du point d'indice qui sert de base aux salaires des agents publics. Le gouvernement va entrer dans l'histoire comme le seul qui n'aura pas ouvert de négociations salariales avec ses agents dans toute la mandature... Inacceptable !

Les établissements, les services, l'hôpital public souffrent. Après des années de suppressions aveugles d'emplois avec la RGPP, les postes disparaissent parfois encore plus vite aujourd'hui. Les directions départementales ont perdu un tiers de leurs effectifs en cinq ans. Ce sont aujourd'hui des missions fondamentales de l'État (notamment de contrôle et de sécurité) qui ne peuvent plus être remplies.

L'UNSA demande l'ouverture sans délai de négociations salariales et que l'État donne aux agents des trois versants de la Fonction publique les moyens de remplir leurs missions.

Manifestation à Paris le 15 mai : <http://www.unsa-fp.org/?15-mai-dans-la-Fonction-publique-499>

Conseil régional de l'UNSA Alsace

Réunissant une soixantaine de militants, l'UR Alsace a tenu son conseil régional. De nombreux sujets d'actualité ont été abordés : le CICE, l'accord de maintien de l'emploi à Behr France, la complémentaire santé, le paysage syndical, le pacte de responsabilité, le pacte de stabilité...

Une grande partie de la réunion a été consacrée au développement, à la formation et à Ambition 2017, dont les élections dans la Fonction publique. Syndicats et fédérations sont tout entiers tournés vers la campagne et ont prévu : tracts, mails, phoning... L'UR et les deux UD ont mis en place les fiches actions et ont souscrit toutes trois à PAASS UNSA. Des structures en marche pour la représentativité.

Résultats d'élections professionnelles

ARTE (67): au sein de la chaîne franco allemande, le SRCTA UNSA, dans le cadre d'une liste d'union avec le SNJ et la CFDT ayant recueilli 210 voix sur les 319 suffrages exprimés, est représentatif avec 23% des voix.

ONET (69): dans l'agence de Saint-Priest de cette entreprise de nettoyage, l'UNSA emporte 72 des 96 suffrages exprimés, soit 75% des voix, et quatre sièges sur cinq au CE.

Loi de décentralisation : dialogue social tronqué, les inquiétudes grandissent !

Après un premier avant-projet en décembre 2012, des mois de marchandage avec les élus, le premier projet de loi présenté en avril 2013 devant les conseils supérieurs avait été retiré le jour même. Les tractations ont abouti à une première loi qui perd sa mesure phare, la création du Haut Conseil des Territoires. A peine promulguée déjà détricotée.

La deuxième loi a fait, elle aussi l'objet d'échanges avec les associations d'élus mais pas avec les organisations syndicales. La procédure accélérée des consultations obligatoires montre tout son caractère formel.

Du coup, le débat est renvoyé... après ! Rien ne serait figé. L'accélération du calendrier par le Président de la République prend tout le monde de vitesse. Du coup, toutes les hypothèses circulent et inquiètent encore plus les usagers et les agents.

A l'initiative de l'UNSA, l'interfédérale, a demandé et obtenu un débat le 26 mai sur l'ensemble du projet. A suivre donc ...

En savoir plus, sur le site de l'UNSA Fonction publique <http://www.unsa-fp.org/?Acte-III-Scene-2-de-la>

Pour un avenir solidaire

L'UNSA a signé l'appel du collectif « Liberté, Égalité, Fraternité » (ci-joint). Ce collectif, composé d'une centaine d'organisations associatives, syndicales, étudiantes, lycéennes, appelle tous les habitants de notre pays au rassemblement pour agir ensemble sur le terrain de l'égalité des droits et des libertés.

Les organisations signataires veulent faire barrage à la haine, à la xénophobie, à toutes les discriminations et à combattre les propos sexistes, homophobes, racistes, antisémites, aux discours anti-Roms, anti-musulmans.

Dans ce but, ces organisations lancent un appel à la mobilisation pour agir, toutes et tous, sur le terrain de l'égalité des droits. Dans nos villes, dans nos quartiers et nos villages, faisons-nous entendre ! Nous sommes des millions à vouloir porter un coup d'arrêt aux entrepreneurs de haine et de peurs, soyons des millions à le dire.

Mettre l'emploi au centre de la réflexion, du savoir, de l'action et du renforcement de l'UNSA : journée de travail du 3 juin 2014

L'UNSA organise une journée de réflexion et de travail le 3 juin à Bagnolet : base de données économiques et sociales, recherche d'informations pour comprendre les orientations stratégiques de l'entreprise afin de mettre l'emploi au centre de la réflexion, du savoir, de l'action et du renforcement de l'UNSA.

L'emploi est une priorité majeure pour l'UNSA. La loi de sécurisation de l'emploi ouvre des pistes pour répondre avec des solutions nouvelles aux grands défis du marché du travail, notamment l'anticipation des mutations économiques et la recherche de solutions collectives pour sauvegarder l'emploi.

L'exercice de ces nouveaux droits collectifs par les responsables et militants UNSA, nécessite une implication plus soutenue dans l'étude et la connaissance des orientations stratégiques de l'entreprise comme dans celle de l'organisation du travail et de ses conséquences sur l'activité, l'emploi, l'évolution des métiers et des compétences.

La loi du 14 juin 2013 relative à la sécurisation de l'emploi institue la consultation du comité d'entreprise sur la base de données unique informant sur les données fondamentales de l'entreprise : les investissements, les fonds propres, les rémunérations des salariés et dirigeants, les activités sociales et culturelles, la rémunération des financeurs, les aides publiques et les crédits d'impôts, la sous-traitance, les transferts commerciaux et financiers au sein du groupe.

Les responsables et militants vont se trouver confrontés à la compréhension et à l'analyse des éléments de la base de données unique.

L'utilisation des nouveaux droits collectifs d'information renforcée est un élément supplémentaire de la démarche de renforcement de l'UNSA et de nos objectifs pour 2017.

Il est essentiel que les militants UNSA qui siègent dans des CE ainsi que les responsables des pôles, et fédérations concernés participent à cette journée d'information qui leur permettra de prendre toute leur place dans le nouveau dispositif ; cette démarche militante est un levier essentiel pour le renforcement et le développement de l'UNSA qui doit s'appuyer sur la connaissance, la compétence et l'efficacité.

La journée du 3 juin 2014 présentera le caractère novateur de ces droits, le contenu de la base de données économiques et sociales, les informations à rechercher pour comprendre la stratégie de l'entreprise, la démarche à élaborer pour agir dans l'intérêt des salariés.

Le 4 juin une formation réservée aux stagiaires du CEFU prolongera cette journée pour analyser les outils comptables. (Cf. appel à candidature du 2 avril).

Inscription obligatoire : Nicole Castel nicole.castel@unsa.org

Des jeunes syndicalistes UNSA présents à la rencontre des jeunes européens à Strasbourg

Les 9, 10 et 11 mai 2014 les jeunes de l'UNSA ont participé à la rencontre des jeunes européens. Réunissant près de 5.000 participants, cet événement a permis, à quelques jours des élections européennes, de multiplier les échanges sur l'Europe, les jeunes qui y vivent, les solutions aux problèmes auxquels ils sont confrontés.

La Garantie Jeune, qui représente l'un des dispositifs européens pour tenter de lutter contre le chômage des jeunes en Europe, a, de fait, été au centre des débats au cours de ces trois journées.

Cet événement a aussi permis de rappeler l'attachement des jeunes à la construction d'un avenir commun des européens, passant au dessus des sensibilités différentes qui animent les uns et des autres dans leur engagement.

Représentants d'associations, d'entreprises, jeunes entrepreneurs, jeunes agriculteurs, syndicalistes, c'est dans une large diversité que des jeunes issus de tout l'Europe ont ajouté une pierre supplémentaire à la construction permanente de l'Union Européenne.

Les jeunes de L'UNSA ont profité de cet événement pour s'enrichir des expériences et points de vue des différents participants et intervenants. Ils ont rappelé les positions de l'UNSA sur la jeunesse et l'emploi partout où leur expression fut possible.

Les jeunes de l'UNSA Alsace ont aussi profité de cette rencontre européenne pour remettre leurs propositions concernant l'emploi des jeunes en Europe aux candidats aux élections européennes de la circonscription du Grand Est présents ce week-end.

Tout au long de ces trois jours, les jeunes de l'UNSA ont échangé avec des syndicalistes européens (autrichiens, belges, espagnols, italiens, anglais, français) permettant de renforcer la place de l'UNSA comme un interlocuteur indéniable.

Émissions de CO2 dans l'Union européenne en 2013

Dans un communiqué du 7 mai 2014, Eurostat, l'office statistique de l'Union européenne, révèle qu'en 2013, les émissions de CO2 issues de la consommation d'énergie provenant de la combustion de combustibles fossiles ont baissé de 2,5 % dans l'UE par rapport à 2012 (1,6 %). Les émissions de CO2 sont les principales responsables de l'effet de serre qui est l'une des causes de dérèglement climatique.

Eurostat estime qu'entre 2012 et 2013, les émissions de CO2 provenant de la combustion d'énergies fossiles se sont réduites dans quasiment tous les États membres, hormis au Danemark (+6,8 %), en Estonie (+4,4 %) ; au Portugal (+3,6 %) ; en Allemagne (+2,0 %), en France (+0,6 %) et en Pologne (+0,3 %). Les baisses les plus marquées ont quant à elle été observées à Chypre (-14,7 %), en Roumanie (-14,6 %), en Espagne (-12,6 %), en Slovénie (-12,0 %) ainsi qu'en Bulgarie et en Grèce (-10,2 %).

Cette baisse, même si elle est significative, ne répond pas aux objectifs définie par le protocole de Kyoto qui vise une stabilisation des émissions à un niveau inférieur d'environ de 5 % à celui de leurs émissions de l'année 1990.

Il est urgent que la France avec tout les pays de l'Union européen, mettent en place, pour les années à venir, des politiques coordonnées et cohérentes d'efficacité énergétique dans l'ensemble des secteurs fortement émetteurs du CO2.